



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/PKP-ce-lockouteur-en-serie-qui-s-est-soudainement-transforme-en-champion-de-la-souverainete>

PKP, ce « lockouteur » en série qui s'est soudainement transformé en champion de la souveraineté



Date de mise en ligne : mardi 18 mars 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

PKP, ce « lockouteur » en série qui s'est soudainement transformé en champion de la souveraineté

Au cours de la semaine qui a suivi l'annonce de sa candidature sous l'étiquette du Parti québécois par le magnat de la presse Pierre-Karl Péladeau, un véritable tsunami médiatique a déferlé sur la campagne électorale. Emportée par ce tourbillon, Pauline Marois a vu son plan de match perturbé car l'enjeu de la souveraineté, qu'elle voulait jouer en sourdine, a éclipsé ceux reliés à l'élection d'un bon gouvernement sur lesquels elle voulait braquer les projecteurs.

L'arrivée de PKP dans la caravane péquiste a aussi permis à Philippe Couillard d'imprimer une allure référendaire à la campagne électorale. Il a pu ainsi aller chercher des appuis parmi les supporteurs fédéralistes de la CAQ. En agitant le spectre d'un référendum, tactique éculée mais toujours aussi efficace, le chef libéral a pu aussi convaincre les nationalistes libéraux, favorables à la charte des valeurs du PQ de ne pas voter pour ce dernier le 7 avril.

Soyons clairs : Ce qui soulève un problème avec la candidature de PKP au PQ ce n'est pas qu'il soit un homme d'affaires de droite, car tous admettent que l'indépendance ne pourra se faire qu'avec le concours de citoyens de toutes les tendances idéologiques. Le problème réside plutôt dans le fait que cet employeur antisyndical, qui a 14 lockouts à son passif dont celui au Journal de Montréal qui a duré 764 jours, joint les rangs d'un parti qui jette de la poudre aux yeux aux Québécois en se prétendant progressiste.

Si le PQ faisait preuve de transparence en se montrant sous son vrai jour le malaise s'estomperait. Car Il est faux de prétendre que la formation constitue une coalition où l'aile gauche, minuscule, a autant de poids que l'aile droite qui occupe presque toute la place. La preuve en a été faite à maintes reprises. Les cas de la ministre des Ressources naturelles, avaleuse de couleuvres, Martine Ouellet et du ministre de l'Environnement, chassé du conseil des ministres, Daniel Breton n'en sont que les plus récentes illustrations. Les reculs du gouvernement péquiste dans les domaines social et environnemental sont aussi éloquents à cet égard. Et il est évident que l'arrivée de PKP -que les sondages désignent déjà comme le dauphin de Pauline Marois- amènera le parti encore plus à droite.

L'appui de 12 rois mages nouveau genre

Voici une courte revue de presse rendant compte des principaux événements qui ont rebondi en cascade au cours de cette semaine marquée par la frénésie pkpiste.

Le 12 mars dernier, Le Devoir avait comme manchette « Tous avec Péladeau pour le « pays ». Le journal a alors annoncé l'appui d'une brochette de membres influents du mouvement souverainiste à sa candidature. Ces 12 rois mages nouveau genre portaient ainsi le propriétaire de l'empire Québecor sur les fonds baptismaux de la souveraineté. Ce club d'ex-politiciens et de syndicalistes est composé des ex-premiers ministres Jacques Parizeau et Bernard Landry, des ex-ministres Louise Harel, Lise Payette et Jean Garon, des ex-maires Jean Doré et Jean-Paul L'Allier, des ex-députés Viviane Barbot et Lisette Lapointe, des ex-présidents de la CSN, Gérald Larose et Marc Laviolette ; de même que l'initiateur de cet appui, Gilles Ducespe, ex-député et chef du Bloc québécois.

Cette prise de position a soulevé des critiques acerbes notamment de la part du chroniqueur Michel David du Devoir qui a écrit : « La précipitation avec laquelle des souverainistes reconnus pour leur progressisme ont déroulé le tapis rouge à PKP est stupéfiante ».

PKP, ce « lockouteur » en série qui s'est soudainement transformé en champion de la souveraineté

« On n'aurait pas cru voir le jour le jour où l'ex-président de la CSN Gérald Larose se porterait à la défense de PKP. Mais la palme de la contradiction, a-t-il souligné, a été remportée par un autre ex-président de la CSN, Marc Laviolette, qui a à la fois signé la lettre d'appui à la candidature de PKP et une deuxième, à titre de porte-parole de SPQ libre, dans laquelle il a dit voir son arrivée au PQ comme une simple stratégie pour attirer les électeurs caquistes et où il déplore l'abandon de l'engagement par le PQ de moderniser la loi anti-briseurs de grève ».

Larose, qui a participé à l'émission télévisée Tout le monde en parle, quelques jours plus tard, a récidivé : « Le mouvement souverainiste vient de gagner le gros lot », s'est-il exclamé. Puis il a enchaîné avec un argument fallacieux soutenant que la présence de PKP au conseil des ministres ne poserait pas de problème. « On n'est pas dans le domaine des relations de travail. C'est un pays qu'on est en train de construire ». Il a feint d'ignorer que le passé antisyndical de PKP, si le PQ est élu, remontera vite à la surface lors des prochaines négociations dans la fonction publique et qu'avec son poids de super ministre économique il n'hésitera pas à prôner l'adoption d'une loi matraque pour écraser les syndiqués si un conflit éclate ?

Quant à Lise Payette, elle a préféré jouer à l'autruche en se posant l'in vraisemblable question suivante au sujet de PKP : « Est-il de gauche ? De droite ? Honnêtement, je ne sens pas le pas besoin de la savoir. S'il est à gauche il y a au PQ assez de gens de droite pour le retenir ; s'il est à droite l'inverse est tout aussi vrai ».

Les centrales syndicales réagissent fortement

Les centrales syndicales, elles, n'ont pas tardé à réagir à l'annonce de la candidature de PKP. Se disant étonnée, la FTQ a déclaré que « le PQ a recruté le champion des conflits de travail au Québec (...). Il s'agit de l'un des pires employeurs que le Québec ait connu », a conclu le communiqué émis par la centrale.

À la CSN, le Conseil central du Montréal métropolitain a déclaré qu'il considérerait cette candidature comme une « insulte aux travailleurs ». Cette association « dévoile la vraie nature du PQ, celle d'un parti néolibéral », a dit sa présidente Dominique Daigneault. De plus, 350 dirigeants de la CSN, réunis en Conseil confédéral, ont pourfendu leurs anciens présidents Larose et Laviolette pour avoir signé la lettre d'appui à PKP. La centrale a aussi invité ses membres à voter pour des candidats progressistes.

À la Centrale des syndicats du Québec on a souligné que PKP a été responsable de 54% des journées de travail perdues au Québec en raison de lockouts entre 2000 et 2012. La présidente Louise Chabot s'est dit inquiète de la présence d'un tel personnage au pouvoir.

Paul Cliche,
Montréal, le 18 mars 2014